

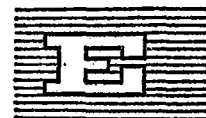
NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/414/Add.7  
8 septembre 1978

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES  
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Trente et unième session

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,  
Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION AINSI QUE  
LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS  
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION  
ETABLI EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION  
DES DROITS DE L'HOMME

Nouvelle communication présentée par le Gouvernement canadien,  
conformément à la décision 9 (XXXIV) de la Commission  
des droits de l'homme

La Mission permanente du Canada présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer à ses communications des 2 mai et 14 juillet 1978 concernant la situation des droits de l'homme au Kampuchea démocratique. Ces communications ont été reproduites dans le document du Conseil économique et social E/CN.4/Sub.2/414/Add.1, du 14 août 1978.

Le Gouvernement canadien souhaite appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur le rapport ci-après concernant la situation des droits de l'homme au Kampuchea démocratique. Ce rapport est fondé sur une série de déclarations faites spontanément par divers réfugiés du Kampuchea démocratique, dont beaucoup ont quitté ce pays récemment. Tous ont été interrogés par des représentants canadiens. De l'avis du Gouvernement canadien, ces témoignages corroborent d'autres informations déjà portées à la connaissance de la Commission des droits de l'homme et de sa Sous-Commission. Ils conduisent inévitablement à conclure que les droits de l'homme sont l'objet au Kampuchea démocratique, depuis le milieu de 1975, de violations flagrantes et systématiques. Ces témoignages donnent à penser que l'abrogation des droits communément reconnus à toute personne correspond de la part du Gouvernement du Kampuchea démocratique à une politique suivie et systématique.

Tous les renseignements dont dispose le Gouvernement canadien, notamment ces témoignages récents, montrent que le Kampuchea démocratique viole de façon systématique les droits de l'homme de ses citoyens, d'une façon contraire tant à l'esprit qu'à la lettre de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Les observations qui suivent sont fondées sur les comptes rendus analytiques des entretiens qui ont eu lieu récemment entre des réfugiés du Kampuchea démocratique et des représentants canadiens; ces comptes rendus figurent en annexe et sont désignés par le numéro du cas auquel ils se rapportent 1/.

#### JUSTICE

La majorité de la population du Kampuchea démocratique est soumise à un système de justice arbitraire. Il n'existe aucune égalité devant la loi et certains citoyens font l'objet d'un traitement discriminatoire. Les arrestations, les détentions, les exécutions sont souvent effectuées au gré des fonctionnaires locaux. Parmi les délits punissables figurent, outre ceux qui sont généralement sanctionnés dans la plupart des pays, le retard au travail, les réclamations concernant le travail, les réclamations concernant le manque de nourriture, les demandes d'amélioration des conditions de vie et le fait d'avoir été fonctionnaire ou soldat sous le gouvernement précédent. Ces délits sont fréquemment punis de mort.

Il n'y a, au Kampuchea démocratique, aucun recours légal en cas de violation des droits de l'homme. Toute accusation ou dénonciation d'un particulier par un membre du parti au pouvoir peut entraîner une arrestation et une exécution sommaire. Le droit d'être jugé au cours d'un procès public ou à huis clos, le droit de citer des témoins à décharge et le droit de faire appel n'existent pas. Des témoins oculaires d'exécutions ont indiqué que de nombreuses personnes exécutées étaient mortes en déclarant ignorer les charges qui étaient retenues contre elles.

Les observations qui précèdent concernent les articles 6 à 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

#### CHATIMENT CRUEL ET/OU INHABITUEL

Les citoyens du Kampuchea démocratique sont soumis à des traitements cruels, inhumains et dégradants. Les personnes qui sont arrêtées pour des délits réels ou imaginaires, sont jetées dans des prisons où elles ne reçoivent ni nourriture ni eau et ne disposent pas d'installations sanitaires; elles sont souvent détenues pieds et mains liés. L'évasion semble être la seule façon d'échapper à la mort. Bien que relativement peu de témoins oculaires signalent des cas de torture, le cas No 10 (voir annexe) concerne une jeune fille d'une vingtaine d'années qui a été mise au pilori pour s'être plainte du manque de nourriture; elle a été lapidée et battue avec des bambous pendant deux jours par les enfants de fonctionnaires locaux. Les cas 18 et 20 concernent des prisonniers que l'on a gardés pieds et mains liés pendant des heures avant leur exécution. Les exécutions ont lieu au moyen de bâtons en bois dur, de binettes et de haches avec lesquelles on bat les condamnés et/ou on leur sectionne les membres.

Le comportement et les actes des fonctionnaires du Kampuchea démocratique dont il vient d'être question tombent sous le coup de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

---

1/ En raison du temps limité dont on dispose pour la traduction et la reproduction, les comptes rendus analytiques joints en annexe ne sont reproduits que dans la version originale anglaise du présent document.

### LIBERTE D'EXPRESSION OU D'OPINION

Il n'y a pas de liberté d'expression ou d'opinion au Kampuchea démocratique autre que celle qui peut être autorisée par l'Etat. Comme cela a été noté précédemment, le simple fait de se plaindre des conditions d'existence peut entraîner des peines allant jusqu'à la mort. Les seules assemblées autorisées sont les réunions organisées par les autorités aux fins d'endoctrinement politique et d'autocritique. Toute personne qui émettrait une protestation lors de ces réunions serait vraisemblablement exécutée.

Ces renseignements concernent l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### LIBERTE DE MOUVEMENT

Persone n'a le droit de se déplacer au Kampuchea démocratique sans l'autorisation du chef du village ou de l'équipe de travail mobile. Le droit de changer de nationalité ou de chercher asile dans un autre pays n'est pas reconnu. Ceux qui tentent de quitter le Kampuchea démocratique sont exécutés s'ils sont pris (voir cas 1 à 30).

Ces renseignements concernent les articles 13, 14 et 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### EXPRESSION RELIGIEUSE

La religion est réprimée au Kampuchea démocratique. Les moines bouddhistes ont été défroqués, les statues de Bouddha ont été détruites et les pagodes ont été rasées ou sont utilisées comme silos à céréales depuis 1975. Les médailles religieuses, la prière ou les pratiques religieuses de quelque sorte que ce soit sont strictement interdites. Les prêtres qui ont résisté ont été exécutés (voir cas 21).

Ces renseignements concernent l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### VIE PRIVEE ET VIE FAMILIALE

Il n'existe aucun droit à la vie privée au Kampuchea démocratique et la famille n'est pas protégée. Il est interdit de quitter son domicile la nuit et d'engager une conversation privée avec quiconque. Toutes les personnes sont réparties en équipes de travail d'hommes, de femmes ou d'enfants, et maris et femmes sont le plus souvent séparés. Un mari et une femme ainsi séparés se voient rarement.

Ces renseignements concernent les articles 16 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

### CONCLUSIONS

A mesure que des réfugiés parviennent à fuir le Kampuchea démocratique, les témoignages contre le gouvernement de ce pays s'accumulent. Les éléments d'information qu'il a recueillis ont convaincu le Gouvernement canadien que le Gouvernement du Kampuchea démocratique viole la quasi-totalité des articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces témoignages de violations flagrantes et systématiques montrent qu'il est indispensable d'enquêter de toute urgence sur la situation des droits de l'homme au Kampuchea démocratique.

En présentant cette communication, le Gouvernement canadien se réfère à la décision 9 (XXXIV) de la Commission des droits de l'homme.

La Mission permanente du Canada saisit cette occasion pour renouveler au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les assurances de sa très haute considération.

Genève, le 8 septembre 1978